



Un éleveur transhumant accompagne son troupeau sur une piste près du village de Fariwo, dans le nord du Togo.

Face à l'insécurité, une mobilité pastorale sous contrainte

Comment s'adapter lorsque la mobilité elle-même est empêchée ? Dans les pays du Sahel et le nord des pays côtiers, l'insécurité pousse les éleveurs-pasteurs à modifier leurs itinéraires, réduire leurs déplacements ou à renoncer parfois à la transhumance. Début 2026, le Réseau Billital Maroobé (RBM) a poursuivi une recherche-action initiée en 2021 sur l'avenir du pastoralisme face à l'insécurité. Cet article en livre les premiers enseignements.

Pour les éleveurs-pasteurs, l'insécurité est perçue, dans la quasi-totalité des 16 régions étudiées, comme la principale entrave à la mobilité pastorale. Elle se manifeste surtout par des vols de bétail et des attaques physiques contre les éleveurs, commis par des groupes armés.

Ils sont également affectés par les conséquences de cette insécurité. Certains États ont suspendu ou interdit la transhumance transfrontalière, limitant considérablement les itinéraires de transhumance traditionnels. Enfin, un nombre croissant de villages

interdisent plus ou moins formellement aux éleveurs transhumants (surtout étrangers) d'accéder à leur terroir. La mobilité n'est plus un droit implicite, mais un privilège devant être constamment négocié.

La concentration des animaux et la pression sur les espaces disponibles augmentent en conséquence, avec pour impact immédiat une augmentation des tensions et conflits d'accès aux ressources. Partout, les dégâts champêtres, et dans une moindre mesure les conflits autour des points d'eau, sont les plus récurrents, avec comme cause immédiate

le rétrécissement des ressources pastorales disponibles. La communautarisation de ces conflits est constatée presque partout, avec toutefois quelques améliorations, notamment au Togo.

Impacts d'une mobilité contrainte et stratégies d'adaptation

Plusieurs impacts de cette mobilité contrainte doivent être soulignés. Tout d'abord, la transhumance sur une longue distance – surtout transfrontalière – diminue au profit de mobilités courtes, à l'échelle d'une ou plusieurs régions d'un même pays, comme c'est observé à Maradi et Dosso (Niger), dans le Tchologo et le Bounkani (Côte d'Ivoire). Dans le sud-ouest et les Cascades au Burkina Faso, ces contraintes vont plus loin : 84 % des éleveurs ont abandonné la transhumance pour envoyer leurs animaux en sécurité dans la sous-région, principalement en Côte d'Ivoire, et ne franchissent plus la frontière. Beaucoup subsistent avec quelques animaux et s'essayent à des formes d'élevage péri-urbain dans des conditions particulièrement précaires.

Ensuite, la mobilité est plus coûteuse que par le passé. L'afflux d'éleveurs et d'animaux qui ne remontent plus au Sahel accentue la pression dans le nord des pays côtiers (Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire). Dans ces zones se développe une mobilité de contournement dans laquelle la priorité n'est plus la recherche des meilleures ressources, mais l'évitement des risques sécuritaires, administratifs ou sociaux. Un nombre croissant de localités interdisent le passage ou le stationnement des éleveurs, ou bien monétarisent l'accès aux ressources pastorales. Les dons ou formes de prélèvement traditionnels laissent désormais parfois la place à un système de racket organisé, plus ou moins prononcé selon les zones. Les contournements et prélèvements renchérissent le coût de la transhumance et réduisent la rentabilité de l'élevage du bétail si les prix ne peuvent être ajustés.

La concentration des animaux, contraints de rester dans certains espaces du nord des pays côtiers, provoque également une dégradation des pâturages et des rejets de plus en plus explicites de la présence des éleveurs.

Ce contexte rend inopérantes certaines stratégies d'adaptation traditionnelles (déstocage, entraide, diversification du troupeau, mobilité groupée...) au profit de solutions qui convergent vers un abandon plus ou moins prononcé de la mobilité pastorale transfrontalière saisonnière. Les itinéraires de transhumance sont modifiés, lorsque le contexte le permet, vers des zones plus sûres. On se diversifie davantage : petits commerces, investissements immobiliers, cultures agricoles. Chaque stratégie d'adaptation démontre une capacité de résilience des éleveurs-pasteurs, mais cache des coûts pour le système pastoral.

Revitaliser la mobilité pastorale

Dans ce contexte, les appuis apportés aux populations pastorales doivent tenir compte du changement en cours. L'aide humanitaire reste essentielle, mais elle ne suffit pas à gérer des reconfigurations pastorales qui se pérennisent dans le temps, avec plus de 100 000 éleveurs-pasteurs réfugiés dans le nord des pays côtiers, le plus souvent avec leurs animaux. Dans ces nouvelles zones de concentration, le renforcement des infrastructures pastorales ne compense pas le grignotage continu des ressources pastorales. C'est confirmé par la quasi-totalité des répondants à l'enquête du RBM. En outre, l'élevage intensif n'est évoqué comme solution que par une infime minorité d'éleveurs-pasteurs. Pour la grande majorité, cette option demeure peu réaliste. Elle se heurte avant tout à des contraintes structurelles fortes : un accès limité au foncier

sécurisé, des capacités d'investissement insuffisantes, ainsi qu'un coût élevé des intrants (alimentation animale, soins vétérinaires, équipements). L'afflux de nouveaux éleveurs-pasteurs accroît la pression sur le foncier et les ressources et rend donc très difficile le développement d'unités d'élevage intensif sédentaire avec des cultures fourragères à une échelle significative.

**PLUS DE
100 000 ÉLEVEURS-PASTEURS
ONT TROUVÉ REFUGE
DANS LE NORD DES PAYS
CÔTIERS, LE PLUS SOUVENT
AVEC LEURS ANIMAUX.**

Plutôt que de vouloir transformer des systèmes pastoraux en systèmes sédentaires intensifs, la solution pourrait plutôt passer par la levée des obstacles à la mobilité pastorale et par sa régulation. Ces dernières années, le RBM a initié quelques actions destinées à modifier la perception que les États et certaines communautés ont du pastoralisme.

Le RBM, aux côtés de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a ainsi développé le Transhumance Tracking Tool (TTT) qui permet de suivre les déplacements des troupeaux en temps réel (réduisant l'incertitude sur les flux pastoraux) et d'anticiper les zones de pression (pâturages, points d'eau, zones agricoles), permettant de limiter les risques de conflits, et d'alerter en cas de déviation ou de tension. La mobilité n'est plus perçue prioritairement comme un facteur de conflit ou d'insécurité, mais comme un phénomène encadré et anticipé. Cela contribue à la prévention des conflits et à une gestion plus sécurisée des territoires.

Le RBM a également mis en place des cadres de concertations multi-acteurs dans certaines zones frontalières du Sahel et des pays côtiers. Ils rapprochent l'ensemble des acteurs pastoraux et non-pastoraux autour d'une compréhension commune des défis et de l'identification consensuelle de solutions pour une mobilité pastorale pacifiée.

Enfin, une réflexion de fond a été initiée avec des initiatives pilotes en matière de traçabilité numérique du bétail. Si cette solution est explorée attentivement par les États afin de leur permettre à nouveau de suivre et d'anticiper les flux pastoraux, elle n'en demeure pas moins une solution au bénéfice des éleveurs eux-mêmes pour les aider à faire face au vol de bétail et à la propagation des maladies animales ou à optimiser la commercialisation du bétail.

Les populations rurales face à un défi commun

Si cet article a abordé l'impact de l'insécurité sur les populations pastorales, il est essentiel de rappeler que les insurrections armées autant que les politiques de contre-insurrection affectent désormais l'ensemble des populations rurales : les agriculteurs privés d'accès à leurs champs sont semblables aux éleveurs qui ont dû décapitaliser et songent à abandonner la transhumance ; les agriculteurs privés d'exportation de certains de leurs produits vivent des conditions de vulnérabilité analogues aux éleveurs privés de transhumance transfrontalière. Cette vulnérabilité accrue des économies rurales menace les moyens de subsistance et l'avenir de millions d'individus dans cet espace, et les oblige à des formes d'adaptation similaires. Plus que jamais, le monde agropastoral, exposé à des défis communs, doit réfléchir ensemble à des solutions communes. Sans quoi, la sécurité alimentaire de toute l'Afrique de l'Ouest s'en trouvera affectée. ■

Mathieu Pellerin



Chercheur associé à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI)

EN SAVOIR PLUS :

Réseau Billital Maroobé (RBM) et al., 2021. Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest : quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ?

Rapport de synthèse, sous la direction de M. Pellerin. Les résultats de l'actualisation 2026 seront publiés prochainement sur le site du RBM.

OIM-DTM / RBM, Rapport régional sur le suivi de la transhumance, janvier 2026.

Voir aussi le Projet PARCIT (Projet d'appui à la résilience des populations et à la cohésion intercommunautaire dans les territoires transfrontaliers) mené par Acting for Life.